

Réinventer l'Hôpital

Les sociologues français Pierre-André Juven, Frédéric Pierru et Fanny Vincent appellent à repenser le service public hospitalier pour revaloriser sa dimension de service public.

En soutien à l'hôpital public en France et pour donner des éléments de réflexion aux citoyens, les éditions Raisons d'agir ont mis en ligne gratuitement, le temps du confinement et tout en « *encourageant les lecteurs à retourner en librairie dès le retour à la normale* », l'ouvrage de Pierre-André Juven, Frédéric Pierru et Fanny Vincent paru en avril 2019, *La Casse du siècle*.

Les auteurs sont tous les trois sociologues, spécialistes des systèmes et des politiques de santé publique. Pierre-André Juven, membre du Centre de recherche médecine, sciences, santé, santé mentale et société au CNRS travaille sur les controverses en matière de calcul économique et est l'auteur d'*Une santé qui compte ? Les coûts et tarifs controversés de l'hôpital public* (PUF, 2016). Politiste et sociologue au CNRS, Frédéric Pierru est spécialiste de la réforme des systèmes de santé français et européens et l'auteur d'*Hippocrate malade de ses réformes* (Éditions du Croquant, 2007). Quant à Fanny Vincent, elle a consacré sa thèse à la banalisation du travail en 12 heures à l'hôpital public.

Ensemble, ils reviennent sur les conséquences, aujourd'hui désastreuses avec une particulière intensité, de trente ans d'une politique appuyée sur l'idée que « *les difficultés de l'hôpital ne viendraient pas du manque de moyens financiers, matériels et humains, mais d'un problème d'organisation et d'efficience* ». Une idéologie qui consiste à considérer l'hôpital comme un gouffre sans fond pour la dépense publique, tout en ignorant les protestations des professionnels de santé à tous les niveaux et la multiplication d'enquêtes, de documentaires et de hashtags comme #BalanceTonHosto, et pire encore, de suicides, dénonçant la dégradation des conditions de travail. En cause donc, la « *doxanéomanagériale* » et ses discours sur l'« *autonomie* » et la « *flexibilité* » des structures, gérées par des « *managers formés ou convertis à la gestion, à l'optimisation des ressources humaines, sinon au marketing* ». En bref, la négation même de la notion de service public. En France, 64 000 lits d'hôpitaux pour des prises en charge à temps plein (13 %) ont été supprimés en 13 ans (2003-2016). Alors qu'entre 2005 et 2009, l'activité augmentait de 11 %, le nombre d'emplois ne progressait que de 4 % tandis que les moyens alloués baissaient (1,4 milliards d'euros « *économisés* » en 2018).

Ni austérité ni mandarinat

Deux discours s'affrontent donc sur la médecine, le soin, et à travers eux la solidarité et la collectivisation du risque. Du côté des politiques, le « *fantasme de « l'hôpital aéroport »* » dont le patient devrait « *décoller* » au plus vite pour désengorger les urgences. Du côté des professionnels de santé et des syndicats, le rejet d'un « *double mouvement typiquement néolibéral de centralisation autoritaire étatique et de marchandisation qui sacrifie l'effectivité des droits sociaux – ici l'égalité d'accès aux soins – en la subordonnant à la compétitivité et aux devoirs des États vis-à-vis de leurs créanciers* » aboutissant à une faillite humaine. Au terme de leurs enquêtes qualitatives et ethnographiques menées séparément et qui aboutissent à une lecture historique et sociologique du sujet, les auteurs estiment eux que « *la domination gestionnaire et austéritaire a tout autant conduit à cette situation de « crise » des hôpitaux que la domination mandarinale et l'idéologie du « tout hôpital »* ».

Cette dernière en effet n'est pas non plus sans poser problème, puisque l'hôpital reflète un certain ordre économique et social genré et racisé, fondé sur le mandarinat et l'infantilisation des patients. Les clivages et les hiérarchies internes au milieu hospitalier finissent par « *faire le jeu d'une domination gestionnaire* » en neutralisant les revendications et en faisant « *porter*

le poids de l'ajustement sur les épaules du personnel et de façon plus insidieuse sur celles des patients, en particulier les plus modestes » : l'hôpital, dominé par des logiques marchandes finit par rejeter les patients jugés non rentables, qui n'ont d'autre choix que se tourner vers les urgences de plus en plus débordées.

Pierre-André Juven, Frédéric Pierru et Fanny Vincent dénoncent très fermement l'application à l'hôpital de l'orthodoxie budgétaire qui l'étrangle en lui confiant de plus en plus de missions, en créant une organisation et des conditions de travail toxiques à tous les niveaux (professionnels mais aussi patients). Ils interrogent les responsabilités de l'État et de l'Assurance maladie dans cet étranglement financier et remettent en question le « mythe » de l'innovation thérapeutique, numérique, technique ou organisationnelle comme panacée à cette situation. Enfin ils questionnent la « puissante dynamique de « médicalisation » et de « sanitarisaton » du social » qui aboutit à « reporter sur le système de soins la gestion des contradictions économiques et des tensions sociales propres au capitalisme ».

« Une crise permanente, sans fin, n'est plus une crise », concluent-ils en plaidant pour la réinvention d'une politique, non seulement de l'Hôpital, mais aussi de l'École, institutions au cœur du pacte social *a fortiori* dans des sociétés marquées par des inégalités grandissantes et une précarité aggravée, par le vieillissement des populations. Ils proposent la réorganisation des soins de premier secours et le report des soins vers la ville, en vue d'une santé de proximité qui soit réellement financée et sérieusement mise en place. Ils appellent à une recherche médicale non privatisée et marchandisée qui veille à ce que les innovations « ne soient pas sources de nouvelles inégalités, sociales et territoriales ». Valorisation du travail sans bureaucratisation, limitation de la tarification à l'activité aux actes les plus techniques et standardisables et forfait « pour une meilleure prise en charge intégrée, sociale, préventive, éducative et médicale » pour les maladies chroniques en développement, prise en compte des problématiques de l'écologie qui en sont la cause... Bref, ils appellent à revenir aux origines du Conseil national de la Résistance qui avait forgé l'Hôpital de l'après Seconde Guerre mondiale et à son esprit, car « On ne transige pas avec l'universalité, l'égalité et la solidarité ».

Kenza Sefrioui

La casse du siècle, à propos des réformes de l'hôpital public

Pierre-André Juven, Frédéric Pierru et Fanny Vincent

Raisons d'agir, 192 p., 8 €

En téléchargement gratuit pendant le confinement ici : <https://www.raisonsdagir-editions.org/catalogue/la-casse-du-siecle/>